



PREFECTURE DE L'AUBE

AEPI0

03705X1002
1003

Agence Régionale de Santé
Champagne Ardenne
Délégation territoriale de l'Aube
Service Santé -environnement

SIAEP de la région des Riceys

Arrêté préfectoral n° ARS-SE-2015-17 portant :

- autorisation sanitaire de distribuer l'eau,
- déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour de deux captages situés sur la commune des Riceys
- autorisation de prélèvement des eaux souterraines.

LA PREFETE DE L'AUBE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, et R.1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1, L. 215-13 et R. 214-1 à R.214-5 ;

VU le code minier et notamment l'article L31 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-9, L.13-2 à L. 13-12, L. 13-13 à L.13-20, R.11-10 à R.11-18 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L.126-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R.3232-1 à R.3232-1-4 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le protocole départemental en date du 04 juillet 2013 relatif aux relations entre le préfet du département de l'Aube et le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrête préfectoral du 05 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 29 octobre 2009 ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du SIAEP de la Région des Riceys en date du 18 mars 2011 sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection des deux forages situés sur la commune des Riceys, au lieu dit «le Vannage» ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 16 mai 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT-SG-2015141-0005 du 21 mai 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU l'avis des services consultés ;

VU la réunion publique qui s'est déroulée le 28 janvier 2015 ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 12 juin au 15 juillet 2015 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 04 août 2015 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) en date du 15 octobre 2015 ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

CONSIDERANT les risques liés aux activités exercées dans la zone d'alimentation des captages et la fragilité de la ressource ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture :

ARRETE

Chapitre I - Déclaration d'utilité publique

Article 1 - Déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux

Le présent arrêté de déclaration d'utilité publique concerne les deux forages FE1 et FE2 exploités par le syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable (SIAEP) de la région des Riceys. Ces ouvrages sont situés sur la commune des Riceys (parcelle cadastrée ZX n° 64- lieu dit «le Vannage»).

Il vaut autorisation de prélèvement en application de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Article 2 - Bénéficiaire et objet

Sont déclarés d'utilité publique, au bénéfice du SIAEP de la région des Riceys:

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine, à partir des deux puits sis sur la commune des Riceys, au lieu dit «le Vannage» ;
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des captages ainsi que l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

Article 3 - Caractéristiques du point de prélèvement

Les points de prélèvement d'eaux souterraines, déclarés d'utilité publique, sont repérés sur la commune des Riceys par :

	Forage FE 1	Forage FE 2
Code BSS	03705X 1002	03705X 1003
Coordonnées en Lambert II	X= 750820 Y= 2331580 Z= 180	X= 750820 Y= 2331570 Z= 180
coordonnées cadastrales	ZX n°64	ZX n°64

Article 4 - Limitation de la quantité d'eau prélevée

Le prélèvement autorisé ne pourra excéder :

- 55 m³/h pour le FE1,
- 80 m³/h pour le FE2,
- 800 m³ en prélèvement moyen journalier,
- 1 000 m³ en prélèvement de pointe journalier,
- 290 000 m³ en prélèvement annuel.

Pour un fonctionnement simultané de FE1 et FE2, le prélèvement autorisé ne pourra excéder :

- 50 m³/h pour le FE1,
- 80 m³/h pour le FE2.

Chapitre II: Autorisation sanitaire de distribuer de l'eau

Article 5 - Autorisation

Le SIAEP de la région des Riceys est autorisé à exploiter, pour l'utilisation de l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, les puits cités à l'article 1.

Article 6 - Traitement

Avant distribution, les eaux subiront un traitement de simple désinfection. Tout autre procédé de traitement sera soumis à autorisation.

Article 7 - Qualité des eaux

Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu de :

- Surveiller la qualité de l'eau distribuée, notamment au point de pompage,
- Se soumettre au contrôle sanitaire,
- Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire,
- N'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée,
- Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution,
- Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre III – Définition des périmètres de protection et prescriptions

Article 8 - Périmètres de protection

En application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique, trois périmètres de protection sont instaurés autour du forage :

- un périmètre de protection immédiate dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Les Riceys),
- un périmètre de protection rapprochée dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Les Riceys),
- un périmètre de protection éloignée dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (communes concernées : Les Riceys).

Article 9 - Servitudes et mesures de protection

9.1 - Périmètre de protection immédiate :

- Le SIAEP de la région des Riceys est propriétaire de la parcelle ZX n°64 constituant le périmètre de protection immédiate.

Ce périmètre devra, dans sa configuration actuelle, rester clôturé et fermé à clé, afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

A l'intérieur, seront interdits tous dépôts, installations, constructions ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

L'entretien à l'intérieur de ce périmètre est fait uniquement avec des procédés mécaniques sans aucun apport de produit phytosanitaire, chimique, toxique ou dangereux.

La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte.

9.2 - Périmètre de protection rapprochée :

9.2.1 - Parcellaire :

Il comprend les parcelles mentionnées à l'état parcellaire et aux plans annexés au présent arrêté. La surface totale périmètre rapproché est d'environ 36 ha.

9.2.2 - Prescriptions :

➤ Périmètre de protection rapprochée:

• Activités interdites :

Travaux souterrains :

- le forage de puits ou sondage,
- les puits filtrants pour l'évacuation des eaux usées, brutes ou traitées
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.
- le remblaiement des excavations avec des matériaux non inertes (type bois, plâtre, goudron...)

Canalisations :

- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées brutes ou épurées,
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures ou de tous produits liquides ou gazeux polluants.

Stockages et dépôts :

- l'installation de dépôts de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- les installations de produits liquides et gazeux polluants soumises à déclaration,

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- le stockage de fumiers, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols,
- le stockage **extérieur** de substances destinées à la destruction des ennemis des cultures situé hors bâtiments d'exploitation agricole.

Activités agricoles :

- l'épandage ou l'infiltration de lisier et d'eaux usées d'origine industrielle, y compris les matières de vidange,
- l'épandage de fumiers et de tous produits organiques, à l'exception des composts stabilisés et hygiénisés.

Autres activités :

- la création de mare ou d'étangs,
- la création de camping et le stationnement de caravanes,

Voirie:

- le remblaiement des trous avec des matériaux non inertes.

• Activités réglementées :

Seront soumises à l'avis de l'administration qui jugera de l'opportunité de recueillir l'avis d'un d'hydrogéologue agréé, les activités suivantes, à l'exception de la création ou entretien des fossés :

Travaux souterrains :

- l'ouverture d'excavations, autres que carrières ou gravières,
- le remblaiement des excavations ou carrières existantes.

Constructions :

- l'établissement de toutes constructions, mêmes provisoires, autres que celles nécessaires à l'exploitation des points d'eau,
- l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères et des eaux vannes issues d'assainissement individuel,

Activités agricoles :

- le pacage des animaux,
- l'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.

Défrichement :

- le défrichement des bois existants.

Voirie:

- la construction ou la modification des voies de communication ainsi que de leur utilisation,

Fossés :

- l'aménagement des fossés ne devra pas dépasser un mètre de profondeur. Sur une distance de 300 mètres de part et d'autre des puits, l'étanchéité du fond des fossés existants devra être conservée lors de leur curage. Pour les nouveaux fossés, ceux-ci devront être rendus étanches sur cette même distance.

➤ Périmètre de protection éloignée:

Seront soumises à l'avis de l'administration qui jugera de l'opportunité de recueillir l'avis d'un d'hydrogéologue agréé:

Travaux souterrains :

- le forage de puits,
- les puits filtrants pour l'évacuation des eaux usées,

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

Activités agricoles :

- l'épandage ou l'infiltration de lisier et d'eaux usées d'origine industrielle, y compris les matières de vidange.

Article 10 - Mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté et travaux à réaliser

Après chaque épisode de crue, la collectivité devra procéder à l'enlèvement des éventuels déchets qui se seraient déposés dans le périmètre de protection rapprochée.

Le dépôt sauvage situé sur la parcelle cadastrée ZX n°8 devra être éliminé selon les règles en vigueur

Le puits particulier, implanté sur la parcelle ZX n° 76 devra être réaménagé pour être conforme aux règles relatives à l'exécution des puits et forages.

Les assainissements individuels devront faire l'objet d'un contrôle et d'une mise en conformité

Article 11 - Délais de mise en application

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 8, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- dans un délai d'un an en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate,
- dans un délai de deux ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Article 12 - Régime des indemnités

Le SIAEP de la région des Riceys devra indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Par ailleurs, les propriétaires et ayant-droits des terrains inclus dans les périmètres de protection pourront être indemnisés des dommages prouvés directs qu'ils auront pu subir du fait des servitudes dommageables instituées dans les dits périmètres.

Chapitre IV - Dispositions générales

Article 13 - Modification de la déclaration d'utilité publique

Toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral, après enquête publique.

En cas d'abandon des captages, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

Article 14 - Informations des tiers - Publicité

1°) Le présent arrêté sera, conformément au code de la santé publique (art R1321-13-1) :

- notifié, sans délai, par les soins du président, à chacun des propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube ;
- affiché en mairie des Riceys, pendant une durée minimale de deux mois. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux.
- un exemplaire du présent arrêté est déposé en mairie des Riceys, pour y être consulté.

2°) En application de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme :

- les servitudes du présent arrêté seront à annexer, dans un délai de trois mois, dans le plan local d'urbanisme de la commune des Riceys.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins de M. le président du SIAEP de la région des Riceys. Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé, dans un délai de 6 mois après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Article 15 - Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

Article 16 - Voie et délai de recours

Le présent arrêté peut être faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Châlons en Champagne, (25 rue du Lycée, 51000, Châlons en Champagne) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

A l'intérieur de ce délai, un recours gracieux ou hiérarchique peut être introduit. Le silence gardé plus de deux mois par l'administration à la suite d'un recours gracieux ou hiérarchique constitue une décision implicite de rejet.

Article 17 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aube, la déléguée territoriale départementale de l'Aube de l'agence régionale de santé Champagne Ardenne, le directeur départemental des territoires, le président du SIAEP de la région des Riceys, le maire des Riceys sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Une copie du présent arrêté sera adressée, à titre d'information :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne,
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- au directeur du bureau de recherches géologiques et minières,
- au directeur départemental de l'office national des forêts,
- au président du conseil général de l'Aube,
- au président de la chambre d'agriculture de l'Aube,
- au président du Syndicat intercommunal de distribution d'eau potable de Bagnaux/Bragefogne,
- au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés.
- au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie,
- au directeur de l'agence régionale de la SAFER.

à Troyes, le 03 NOV. 2015

Pour la Préfète,
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL